

LES SOULÈVEMENTS DE 1851

DANS LES CAMPAGNES

Le 2 décembre 1851, le Prince-Président Louis Napoléon Bonaparte, élu en 1848, organise un coup d'État. Il viole la constitution de la Seconde République, dissout l'Assemblée Nationale et fait arrêter les chefs de la gauche républicaine. Il rédige alors une nouvelle constitution qui installe son pouvoir personnel, tout en restaurant le suffrage universel.

Pour les uns, le neveu de l'Empereur Napoléon I^{er} a sauvé, par son initiative, la Société française, mis fin à « l'anarchie » qui régnait depuis 3 ans, « stabilisé » une France déséquilibrée par la Constitution de 1848 et, au prix d'une « petite » opération de police, permis au pays de s'adapter à la révolution industrielle et de connaître une « période de prospérité inouïe ». Pour les autres, ce coup de main mené par une poignée d'aventuriers sans scrupules a confisqué la République pour faire triompher le capitalisme. Les classes populaires parisiennes massacrées quelques mois plus tôt, lors des journées de juin 1848, n'ont pas bougé pour défendre une République qui n'était pas la leur (1). Des bourgeois libéraux ont dressé quelques barricades ; le député Baudin est mort sur l'une d'elles pour montrer que l'« on meurt pour 25 francs par jour ». Victor Hugo exilé a écrit « les Châtiments » et « l'Histoire d'un Crime ».

Mais quelle que soit l'optique, nombre « d'études » historiques ont un point commun : elles sont toujours parisiennes. Comme « les 3 Glorieuses », comme « la révolution de 48 », comme la Commune, le coup d'État du 2 décembre serait une affaire strictement parisienne, que la Province aurait regardée de loin avant de l'approuver dans l'enthousiasme !

« Cannibalisme » ou « Jacquerie » ?

Et pourtant, il est incontestable que près d'un tiers de la France s'est soulevé pour défendre la République et s'opposer au coup d'État. Et tandis qu'approuvé par le plébiscite de la mi-décembre 1851, le Prince-Président assistait à Notre-Dame de Paris à un gigantesque *Te Deum*, sur certaines régions de France continuait de flotter le drapeau rouge des soulèvements populaires.

Les contemporains, eux, ne s'y étaient pourtant pas trompés. Ces soulèvements de la Province, inattendus, ont causé aux « honnêtes gens » une frayeur considérable. « La Jacquerie venait de lever son drapeau », écrit M. de la Guernière, futur sénateur de l'Empire. Il poursuit. « Des bandes d'assassins parcouraient les campagnes, marchaient sur les villes, tuaient, laissant partout l'horreur de crimes abominables qui nous repor-

taient aux plus mauvais jours de la barbarie. Ce n'était plus du fanatisme, c'était du cannibalisme. » Un autre note dans son journal : « Il y a eu d'horribles jacqueries dans les villes de provinces... On a eu de graves désordres à déplorer, des pillages, des viols, des assassinats... »

Voilà donc que l'histoire du « Coup du 2 décembre » change soudain complètement d'éclairage. Des dizaines de milliers de ruraux qui prennent les armes ; sonnent le tocsin, se groupent derrière des drapeaux rouges,

Les documents sont rares sur les soulèvements de 1851 en province. Le lecteur nous excusera d'illustrer cet article de gravures de barricades parisiennes. Cette gravure, comme celles qui la suivent, est extraite du n° du 13 décembre 1851 de l'*Illustrated London News*, dont un collaborateur fut le témoin oculaire des événements.

Ici, la barricade de la rue des Grandes Audriettes.



NO. 6.—THE FIRST BARRICADE, CORNER OF THE RUE DES GRANDES AUDRIETTES.

(1) Mais il ne faut pas oublier les insurrections ouvrières de la province, comme celle d'avril 1848 (2 mois avant celle de juin...) à Rouen, appelée par Blanqui « la St-Barthélemy rouge ».

alors que dans toutes les villes, les ouvriers restent silencieux et immobiles, le fait est suffisamment exceptionnel dans l'histoire de notre 19^e siècle pour que l'on s'y arrête quelque peu et que l'on recherche pourquoi et comment ces « Jacqueries » ont pu se produire ?

Or, ces soulèvements provinciaux ne sont pas nés brutalement et par hasard. Ils étaient pratiquement inévitables, compte tenu de la situation économique et sociale des campagnes en 1851, et le plus intelligent des acteurs du coup d'État, Morny (demi-frère de Louis-Napoléon) s'y attendait et les redoutait.

« Plantaren Farigoulas, la montagne flourira »

La situation des paysans est catastrophique. Depuis 1845, une crise économique ravage le pays. Deux mauvaises récoltes successives ont soulevé le vieux spectre de la famine et l'on a pu voir en 1847 des émeutes de la faim qui rappelaient les plus mauvais jours de la fin du 18^e siècle. Mais si la crise industrielle prend fin assez vite, la crise agricole se prolonge et s'aggrave. En 1851, le prix des denrées agricoles atteint le cours le plus bas jamais connu : le blé qui valait 29,46 F l'hectolitre en 1847 chute à 14,33 F et le vin tombe de 40,85 à 28,08 F. Soit, pour les paysans, une baisse de 50 % environ de leurs revenus, avec le cortège habituel des conséquences : emprunts à des taux usuraires, hypothèques, saisies, expulsions, misères...

680

THE ILLUSTRATED LONDON NEWS.

[Dec. 15, 1851.]



NO. 7.—THE NOBLED BARRICADE OF THE PORTE DE VALIENNES.

were insufficient to drive the people into their houses; the windows and the balconies continued to be heavily occupied. At length, however, two or three successive volleys of the hand from the general who was superintending the manoeuvres of the troops gave warning that danger was at hand, and the greater number of the citizens retired from the windows, although three in the balcony of the Café du Cardinal failed to take the hint, and it was not till two tremendous volleys of snuff-battery made the balconies ring again, that they became aware of the peril

to which they stood exposed, and scrambled through the windows of the premises above. Those who have been to Paris will remember that the Café du Cardinal forms the *rez de chaussée*, or ground-floor, of an enormous house, half of which faces the boulevard and the other half the Rue de Richelieu. The remainder of the house, from the first floor upwards, belongs to M. Bonaparte, the most extensive wine-publisher in Paris, who has recently leased the premises, and constructed, perhaps, the largest and handsomest magazine of its kind in Europe. It was in the

balcony which appertains to this magazine that I was stationed, in company with seven or eight others, watching the evolutions of the troops the magnitude and variety of which surprised everybody, in a quarter of the boulevards from which usually little danger is anticipated in revolutionary times. To our astonishment and to small discomfort, our escape from the balcony of the main-shop of M. Bonaparte had only to proceed the walls and windows between our persons and the threatened danger. The fire was now immediately directed against the house in



NO. 8.—BARRICADE OF THE FAUBOURG ST. ANTOINE.

La première moitié du 19^e siècle a été, d'une manière générale, une période néfaste pour la petite paysannerie. Le retour des nobles, en 1815, marque un coup d'arrêt dans la constitution des petites exploitations agricoles. Les nobles rachètent les meilleures terres et tentent de reconstituer leurs domaines confisqués lors de la Révolution de 1789. La bourgeoisie triomphante de 1830 en fait autant. Les revenus de la terre sont confisqués par de riches citadins, lesquels se montrent beaucoup plus durs que les anciens seigneurs d'avant la Révolution. Les procès en matière de vaine pâture se multiplient durant la première moitié du 19^e siècle. Les terres et usages communaux continuent à être grignotés par les riches propriétaires. L'État, de son côté, accapare les forêts communales et y interdit les pratiques communautaires.

En 1850, dans toute l'Île-de-France, la Bretagne, la Normandie, les petits paysans ont de plus en plus de mal à

vivre du seul revenu de leurs terres. Dans tout le centre, le sud-ouest et le sud-est, les conquêtes paysannes de 1789 sont remises en cause.

C'est alors qu'apparaît, dans les années 1850, un phénomène extraordinaire : l'irruption des ruraux dans la vie politique. La constitution de 1848 donnait soudain à quelques millions de ruraux, le plus souvent analphabètes, le droit de vote, et leurs voix allaient peser lourd dans la balance. Bien sûr, par habitude, par inexpérience, bon nombre d'entre eux, en particulier dans l'ouest, voteront selon les indications données en chaire par le curé, ou selon les instructions du hobereau local, mais dans d'autres régions, en particulier dans le sud, leur vote a une autre portée.

Cette France rurale dont la situation économique ne cesse de se détériorer depuis 1845 et qui accède soudain à la vie politique, ce sont les paysans, bien sûr, mais ce ne sont pas que les paysans. Un village ou un bourg, il y a

Les barricades de la porte Saint-Denis et du faubourg Saint-Antoine.

un peu plus d'un siècle, c'est aussi des artisans indispensables : charrons et maréchaux-ferrants, maçons, cordonniers, sabotiers, menuisiers, bûcherons, tonneliers, etc. Habitant les villages mêmes ou les petites villes de 2 000 ou 3 000 habitants dans lesquelles le marché hebdomadaire rassemble tout le monde, ces artisans sont en contact étroit avec la paysannerie. Ils commencent à prendre l'habitude de se réunir, pour « discuter politique », et leur prise de conscience est rapide. Analysant la répression qui suivit le Coup d'État, l'historien Vigier donne des chiffres révélateurs : pour 5 500 cultivateurs et 1 850 journaliers agricoles condamnés, il relève 1 300 cordonniers et sabotiers, 880 menuisiers, 1 100 tailleurs et tisserands...

Ces artisans ruraux présentent encore deux caractéristiques essentielles : beaucoup plus souvent que les paysans, ils savent lire et sont donc accessibles à une propagande par voie de presse, et d'autre part, ils constituent le fond même des organisations populaires traditionnelles et notamment les cercles et « chambrées » du Sud-Est de la France. Dans ces sociétés républicaines, où s'illustrent des avocats, des médecins démocrates, on se réunit fréquemment pour lire les journaux, manger, boire et chanter. Chaque village en a plusieurs, qui pour la plupart deviennent des sociétés secrètes, dont l'activité consiste aussi à parcourir les campagnes le dimanche pour y distribuer journaux et consignes. Dans le Var, on n'en compte pas moins de 786 dès 1842.

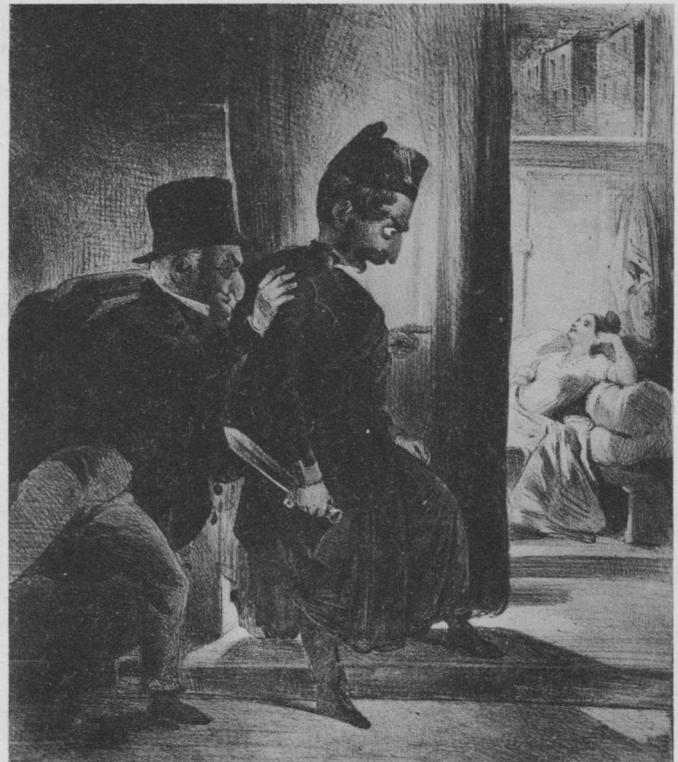
Dans la lutte qui l'oppose au « Parti de l'Ordre », le parti républicain dispose avec cette population rurale d'un énorme potentiel qu'il exploitera plus ou moins bien. Dans les régions industrialisées du Nord, de l'Est ou du Lyonnais, le parti républicain mise essentiellement sur les villes et la population ouvrière. Par contre, dans certaines régions, les militants locaux vont entreprendre une véritable « croisade » pour sensibiliser et organiser la campagne. Le meilleur exemple est fourni par le département des Basses-Alpes. Dès 1848, le parti montagnard y envoie un militant de choc : Langomazino. Cet ancien ouvrier chassé de l'Arsenal de Toulon pour y avoir fomenté une grève va joindre ses efforts à ceux d'un enfant du pays, Ailhaud de Volx, ancien garde général des Eaux et Forêts révoqué pour son action politique. Durant trois ans, ces deux hommes vont sillonner ce département essentiellement rural, allant de mas en mas, de village en hameau, visitant toutes les chambrées, tenant des réunions dans ces petites villes de quelques milliers d'habitants que sont Manosque, Sisteron, Forcalquier. Le ton est clair : « Jusqu'à ce jour, le peuple n'avait

pas eu de patrie. Était-elle une patrie pour lui, cette terre inhospitalière où, obligé de vivre en paria, il était encore soumis à une loi presque toujours dirigée contre ses intérêts ? Que le peuple, gardien de la propriété des riches, ne soit pas toujours à l'avenir privé de toutes les jouissances ». Ce discours n'a pas été prononcé au Faubourg Saint-Antoine par Barbès, Raspail ou Blanqui, mais à Manosque, le 17 mars 1848, par un liquoriste, Buisson. Quant à Ailhaud, il achève un banquet républicain en portant un toast « A l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ! ». Partout il répète le mot d'ordre « Plantarem Farigoulas, la montagne flourira ! »

Les résultats de cette campagne ne se font pas attendre. Les uns après les autres, les villes, bourgs et villages adhèrent non seulement au parti républicain, mais à son aile la plus à gauche, et le département, éloigné de tout centre industriel, devient « rouge ». Chaque élection municipale marque un nouveau succès. Le journal du Parti de l'Ordre constate le 6 mai 1849, effrayé : « Il n'est pas un bon citoyen qui ne frémissse en voyant avec quelle activité impie le parti qui a déclaré la guerre à la société se dévoue depuis quelques temps à la démoralisation de nos campagnes. »

Cette activité militante des « socialistes » se double d'ailleurs d'une action moins visible, mais qui effraye encore plus les « honnêtes gens » : la constitution de sociétés secrètes. Toute la politique du Prince-Président et de l'Assemblée législative, de 1849 à 1851, tendait à empêcher la propagande républicaine ; Ailhaud et Langomazino vont, à partir du tissu traditionnel des chambrées, développer la Société de la Montagne. Par centaines, les ruraux vont adhérer à cette organisation qui, accompagnée de tout un cérémonial romantique (serments terribles, yeux bandés, tradition Carbonari) donne aux régions une structure particulièrement solide. C'est d'ailleurs en participant à une

Gravure du temps :
« Scène renouvelée
des Grecs : Ils n'ont
pu la séduire, ils veu-
lent... !!! »



tentative de fédération des sociétés secrètes du Sud-Est que Langomazino se fera arrêter, et déporter en Nouvelle-Calédonie en 1850.

Violents incendies dans le Midi

Si les faubourgs ouvriers des grandes villes, décimés en 1848 et 1849, surveillés par d'importantes forces de police et par l'armée, ne bougent guère le 2 décembre 1851, cette France rurale enlisée dans la crise, « convertie au socialisme », enivrée d'espoir et plus ou moins organisée, va, elle, se soulever dès que lui parviendra la nouvelle du coup d'État. Non pas tant pour défendre une constitution qui ne la concerne guère, mais parce que cet affrontement, elle l'attend depuis trois ans. Il ne s'agit

pas d'une simple résistance, mais de la lutte inéluctable et attendue qui doit permettre l'avènement de la République des Paysans selon la chanson, alors sur toutes les lèvres, de Pierre Dupont :

*« Oh, Quand viendra la Belle ?
Voilà des mille et des cent ans
Que Jean Guettré t'appelle
République des Paysans. »*

Si l'ampleur du mouvement est incontestable, l'insurrection rurale est loin d'avoir été générale. La Lorraine, la Champagne, la Picardie, l'Île-de-France, la Normandie, la Bretagne, la Vendée, le Poitou n'ont connu qu'une mince effervescence. Absence quasi-totale de parti républicain, poids de l'église (notamment dans l'Ouest), puissance du mythe napoléonien (incontestable en Lorraine, en Normandie, dans les Charentes). Ces régions ont, pour certaines, adhéré au coup d'État ; pour d'autres, l'ont regardé sans grande hostilité. De petits mouvements très localisés ont parcouru l'Orléanais, le Jura, la Bourgogne, que la gendarmerie locale a pu contenir sans avoir besoin de faire appel à l'Armée. En fait, l'insurrection s'est étendue sur trois territoires : le centre de la France, avec comme épicentre la Nièvre ; l'axe Bordeaux-Montpellier ; et toute la Provence, de Valence à Saint-Tropez, mais avec des amplitudes bien différentes.

Dans le Centre, les foyers sont très limités et d'autant plus violents. Ainsi dans la Nièvre, l'insurrection républicaine née à Clamecy n'en sortira pas. Bien au contraire, les républicains feront appel aux paysans d'alentour qui convergeront sur Clamecy dont on



CARRYING THE WOUNDED TO THE HOSPITAL OF ST. LOUIS.

« On porte les blessés à l'hôpital Saint-Louis. »

s'est emparé et où l'on attend de pied ferme les forces de l'ordre. Lorsque, comme au Donjon, l'on quitte la ville pour marcher sur la sous-préfecture, il ne s'agira que d'un « raid » et l'on se repliera aussitôt. Ces mouvements sporadiques sont pourtant ceux qui ont le plus effrayé les « honnêtes gens » de Paris (voir encadré). Sans doute par leur proximité relative de la capitale et par leur violence.

Le Sud-Ouest a connu un mouvement d'une tout autre ampleur : agitations à Bergerac, Périgueux, Montauban, Cahors, Rodez, Millau, Figeac ; soulèvement armé dans tout le Lot-et-Garonne et le Gers ; bataille rangée à Auch ; flambée particulièrement dure dans l'Hérault. L'Armée à dû intervenir avec énergie pour empêcher tous ces foyers de s'étendre et d'enflammer toute la région de Bordeaux à Montpellier et Nîmes.

D'autant que cette insurrection venue des rives de la Garonne et prolongée dans l'Hérault et le Gard eût alors fait sa jonction avec l'incendie qui embrase la Provence. Car si les paysans du Vaucluse ont été rapidement « matés » par le colonel Vinay (l'un des futurs massacreurs de la Commune !), la Drôme a connu de dures batailles rangées entre forces de l'ordre et républicains.

Crest encerclé, le Var soulevé

Dans les régions lyonnaise, valentinoise et de Montélimar, le coup d'État est à peine annoncé, que déjà des régiments les quadrillent.

Ce n'est pas le cas de Crest (Drôme) où, dans la nuit du 3 au 4 décembre, les militants républicains manifestent par « des chansons socialistes ». La gendarmerie qui est intervenue doit se replier dans la caserne... À La Clastre, on bat la générale, les municipalités voisines répondent en sonnant le tocsin. C'est alors que le préfet pense couper court à l'insurrection naissante en envoyant à Crest un détache-

ment d'artillerie et d'infanterie. Les « suspects de socialisme » sont aussitôt arrêtés. Le 6, les campagnes d'alentour réagissent. Des chemins, des champs, les villageois accourent au son du tocsin. Près d'Aouste, au nord-est de Crest, une colonne d'insurgés se heurte à la troupe. Les combats durent toute la nuit ; on relève plus de 50 blessés. Pendant ce temps, un deuxième groupe d'insurgés, venu de Crâne, est arrêté par l'artillerie sur le pont de Crest. Il doit s'enfuir en abandonnant 2 morts. Au petit matin du 7, environ 1 600 hommes, traversant la forêt de Saou, se dirigent sur Crest. Ils sont rejoints par plusieurs centaines de ruraux remontant du sud. L'attaque de Crest commence. Pendant deux heures, les combats font rage. En vain, des insurgés tentent de forcer le pont. Ils doivent encore se replier.

Au sud-ouest, proche de Montélimar, un millier d'insurgés venus de Marsanne, Salettes, Sauzet, obligent, le 8 décembre, le sous-préfet, à la tête de 300 militaires, à s'enfermer dans le village de Saint-Michel. De nombreux rassemblements de paysans et d'artisans ont encore lieu dans le sud, à Donzère, et à l'est, près de Luc-en-Diois ; mais le manque de liaison entre les révoltés effiloche le mouvement. Ainsi des rassemblements éphémères ont-ils lieu dans la région de Die ; la nouvelle de l'échec de Crest arrête l'élan insurrectionnel. Le 9, tout est fini ; les prisonniers sont légions. Pour annihiler toute tentative de résistance et terroriser le peuple, on emploie les grands moyens : à Saillans, deux canons sont pointés sur la place du village pour arrêter... un homme !

Dans le Var, c'est une armée de plusieurs milliers d'hommes qui s'empare de tout le centre du département et de la grande route d'Italie. À l'annonce du coup d'État, les villages et les bourgs qui s'échelonnent entre Toulon et Draguignan prennent les armes. Le 4, tout le monde est persuadé que Paris et les grandes villes résistent. Aussi les « Rouges » vivent-ils l'insurrection comme une révolution. Dans toutes les communes, les insurgés, après avoir désarmé et arrêté les gendarmes, destituent les autorités municipales conservatrices ainsi que tous les suspects « de royalisme et de bonapartisme ». Des émissaires sont chargés d'avertir les fermes et les villages voisins. L'atmosphère est bon

enfant ; c'est en dansant la farandole que l'on célèbre la chute des autorités réactionnaires.

Au bourg du Luc, les habitants réunis autour de l'arbre de la liberté élisent un nouveau conseil municipal. À la Garde-Freinet, un ouvrier et un chirurgien, à la tête d'une colonne de 450 personnes, drapeau en tête, le tout au rythme d'une fanfare, se dirigent vers le nord du département. Vingt-deux « otages » les accompagnent. L'ordre a été donné de se concentrer sur Vidauban qui va accueillir près de 2 000 insurgés. Ceux-ci viennent aussi bien des cantons de Bresse, de Fréjus, que de Salernes. Ils vont alors accomplir une longue marche jusqu'à Aups, plus au nord. Au passage, ils s'emparent de la « très réactionnaire Lorgues ». À Salernes, les habitants les accueillent comme des libérateurs. On s'embrasse et on pleure d'émotion. Mais déjà, des dissensions apparaissent dans la colonne. Tandis que les bourgeois appellent à la résistance légale, les classes populaires entendent bien aussi combattre les riches propriétaires. Cela n'empêche pas, le 9 décembre, une centaine de Brignolais de se joindre à l'armée révolutionnaire. Cette dernière doit modifier sa stratégie : comme on ne peut prendre la préfecture tenue par l'armée, on se dirigera sur les Basses-Alpes. Il est alors décidé d'aller d'abord se reposer à Aups, « village blanc », qui est occupé sans problème. Mais le relâchement de la discipline et un certain désenchantement des résistants (on vient d'apprendre que le reste du pays a cessé toute résistance) permettent à l'armée de surprendre Aups. C'est la débâcle, d'autant que quelques heures auparavant, la troupe a intercepté 800 insurgés qui patrouillaient dans la région. Il y a une quarantaine de tués et une centaine sont faits prisonniers ; ceux qui ont pu s'échapper sont pris en chasse par la cavalerie. Seuls, quelques 400 hommes réussissent à se réfugier dans le Piémont italien...

C'est donc, en tout une bonne vingtaine de départements qui vont, entre le 4 et le 5 décembre, prendre les armes contre Louis-Napoléon. Et quelle que soit l'ampleur du mouvement, on retrouve dans chaque cas un certain nombre de caractères communs.

On peut remarquer que l'insurrection ne dépasse jamais les frontières départementales. Que ce soit dans le Var ou le Tarn-et-Garonne, dans le Gers ou les Basses-Alpes, le schéma est le même. À l'appel du tocsin, les villageois se rassemblent et marchent sur la sous-préfecture dont on s'empare. Si l'on est assez fort, on marche ensuite de chaque arrondissement sur la Préfecture, mais un seul endroit, et à aucun moment les insurgés n'ont songé à se préoccuper de ce qui se passait dans les départements voisins. Ainsi, l'armée républicaine du Var se fera écraser à Aups à quelques kilomètres des Basses-Alpes dont 10 000 insurgés sont maîtres.

Cette mosaïque d'insurrections départementales révèle l'absence totale de mot d'ordre national. Pour justifier le coup d'État, Morny expliquera qu'il n'a fait que devancer l'insurrection générale des « rouges » qui devait éclater en 1852. Or les « rouges », s'ils attendent en effet un affrontement qui paraît à tous inéluctable, ne s'y sont



THE THROAT SHOOTING THE INSURGENTS IN THE STREETS OF PARIS.—(SEE BUXY PAGE.)

en rien préparés. Pour les leaders républicains de la Montagne, la lutte doit être avant tout légaliste et c'est dans les urnes qu'ils pensent trouver la victoire lors des prochaines élections. Rien n'a été prévu pour résister à un coup d'État auquel la gauche ne croit pas, et dans chaque petite ville de France, les militants républicains décidés à résister devront improviser avec les moyens du bord. Cette absence de directives et de mots d'ordre est encore aggravée par l'absence totale de communications. En réalisant le coup d'État, Morny s'est emparé du télégraphe. Il communique grâce à lui avec tous ses Préfets et reçoit d'eux toutes les informations nécessaires, déplaçant les troupes selon les besoins d'un département à l'autre. Les républicains, eux, ignorent tout de ce qui se passe à quelques kilomètres... Lorsque les insurgés bas-alpins s'emparent de Digne, ils sont persuadés que ce qu'ils viennent de faire, les républicains marseillais, lyonnais et parisiens l'ont fait également, et leur surprise sera totale lorsqu'ils apprendront que Marseille n'a pas bougé.

Pas de mot d'ordre, pas de communication et surtout pas de chefs. Au fil de l'année 1848 puis dès l'accession de Louis-Napoléon à la présidence de la République, les principaux chefs du parti républicain ont été poursuivis, arrêtés, condamnés. Barbès, Blanqui, Raspail sont en prison, Louis Blanc et Ledru Rollin exilés à Londres. Pour mieux priver la province de ses chefs, Morny a eu au demeurant une idée de génie. Primitivement, le coup d'État devait avoir lieu en septembre 1851 durant les vacances parlementaires. Morny l'a reporté à une époque où la Législative siégeait à Paris : ainsi tous les députés républicains sont sous sa main et ne pourront, dans leur circonscription, prendre la tête des mouvements de résistance. Aussi les représentants locaux sont souvent démunis, personne n'ayant l'autorité suffisante ou la compétence pour se mettre à la tête du mouvement. Ainsi, dans le Tarn-et-Garonne, on va se confier à un officier chassé de l'armée et dont les convictions républicaines apparaîtront bientôt fort douteuses. Dans le Var, les villages insurgés attendront deux jours durant qu'un chef se manifeste et lorsque paraît un journaliste républicain, Camille Duteilh, avec deux pistolets dans sa ceinture et suivi d'un homme habillé en spahi, on en fait un général en chef avec un grand soupir de soulagement, bien que nul ne le connaisse et qu'il soit étranger au pays (et au surplus tout à fait incompetent, mais cela on ne le découvrira que lorsqu'il sera trop tard !)

C'est donc une insurrection spontanée, qui va soulever un bon quart du pays et poser aux hommes du 2 décembre non pas un grave problème mais une série de difficultés plus ou moins importantes.

Tout en présentant les mêmes

Gravure vengeresse de l'époque : le nouvel empereur rembarqué après avoir massacré et torturé les vaincus, « aux colonies ».



caractéristiques, il est toutefois un département qui sort du schéma habituel. Ce n'est pas une simple insurrection qui a flambé en Haute-Provence mais une véritable révolution qui, si elle avait été reprise par quelques autres départements, aurait pu constituer un obstacle de taille aux menées de Louis-Napoléon.

Les Basses-Alpes : « L'insurrection est un devoir sacré »

La nouvelle du coup d'État ne parvient que le 3 décembre en fin d'après-midi. À Digne, le préfet s'y rallie aussitôt, fait plaquer les affiches sur les murs, et afin de briser toute velléité de résistance, fait procéder, dans la soirée, à l'arrestation des chefs du Parti Républicain, notamment l'avocat Charles Coste. À Forcalquier, le sous-préfet, Paillard, reçoit en même temps l'annonce du coup d'État et la nouvelle de sa promotion à Dunkerque où il doit se rendre sur-le-champ. Néanmoins, Paillard, seul du Parti de l'Ordre à ne pas sous-estimer les forces des républicains, décide de remettre son départ. Dans la nuit du 3 au 4, prévenu par un marchand de la présence d'Ailhaud et d'Escoffier dans une maison aux portes de la ville, il tente de les arrêter avec une huitaine de soldats de passage, mais les deux montagnards parviennent à s'échapper. Très soucieux, Paillard, qui ne dispose que de quelques gendarmes, se barricade dans la sous-préfecture avec une quarantaine de gardes bourgeois, milice constituée les semaines précédentes. Le reste du département ne semble pas avoir eu connaissance de la nouvelle ce jour-là, sauf à Sisteron où la situation est fort confuse des deux côtés.

Le 4 décembre, c'est jour de foire à Mane, petit bourg situé sur le plateau de Forcalquier, à une heure de la sous-préfecture, sur la route de Manosque. Les principaux chefs de la Montagne se retrouvent dès les premières heures de la matinée et décident aussitôt l'insurrection. Des émissaires sont envoyés dans tous les villages, pour répandre la nouvelle et lancer l'appel aux armes. Dès la fin de la journée, Mane,

qui sert de quartier général aux républicains, voit arriver les paysans des cantons voisins, qui rejoignent Ailhaud et Escoffier. Le plan des républicains est des plus simples : c'est dans le Sud du département que « la Montagne » est la plus forte et les forces de l'ordre, à part quelques gendarmes, pratiquement inexistantes. L'on commencera donc par s'emparer de cette région : Manosque puis Forcalquier, à l'ouest de la Durance, Riez, Valensole à l'est et deux colonnes insurgées faisant leur jonction à Malijai marcheront alors sur Digne.

Ce plan va se dérouler de point en point. Le 5 au matin, Manosque est aux mains des « rouges » et une forte colonne dirigée par Buisson, le maire de la ville, se met en marche vers Mane. À 10 heures du matin, ils sont près de deux mille à Mane, qui s'ébranlent aussitôt vers Forcalquier. Les quelques gendarmes qu'ils rencontrent sont désarmés et à midi, les insurgés sont devant la sous-préfecture où Paillard est resté pratiquement seul, ses gardes bourgeois qui, quelques heures avant, rivalisaient de rodomontades, s'étant éclipsés les uns après les autres durant la nuit. Le jeune sous-préfet, qui se sait l'un des hommes les plus haïs du peuple, ne manque pas de courage. Il revêt son grand uniforme et attend la colonne des insurgés sur le balcon de la sous-préfecture. Les rouges débouchent sur l'avenue plantée de platanes (le Mail) dans un ordre étonnant, Escoffier marchant en tête, sabre à la main, commande :

— Montagnards, halte !

Puis, s'adressant au sous-préfet :

— Citoyen, la Constitution est violée, l'insurrection est un devoir sacré pour tous et tes pouvoirs sont finis.

Paillard tente alors d'haranguer les insurgés qui viennent grossir tous les journalistes de Forcalquier, qui se sont précipités hors de la vieille ville :

— Citoyens, on vous trompe. Le Président maintient la République. Il a établi le suffrage universel. Il fait appel au Peuple...

Mais il ne peut achever, une tempête de cris couvre sa voix, des fusils le couchent déjà en joue. Escoffier, Buisson, Ailhaud s'interposent, tandis que le sous-préfet,

toujours sur son balcon, face à la foule, ouvre son habit et s'écrie :

— Si vous êtes des assassins, tirez, tirez, si vous l'osez !

Mais déjà, les portes ont été enfoncées et Paillard prisonnier est amené sur la Place. Escoffier ordonne de le conduire à la maison d'arrêt et de l'y enfermer. Sur le chemin, un groupe d'hommes se jette sur le prisonnier et son escorte. Un républicain, Escudier, est blessé en défendant Paillard, lequel, à la porte même de la prison, reçoit un coup de sabre à la poitrine. La garde du prisonnier est alors confiée à un charron, Godefroy, une sorte d'Hercule en qui Escoffier a toute confiance, et les insurgés quittent Forcalquier pour aller attendre, sur la Durance, la colonne qui vient de la rive gauche.

À peine les derniers hommes se sont-ils éloignés qu'un groupe de traîneurs s'élança à nouveau pour s'emparer de Paillard et le pendre. La carrure et la détermination de Godefroy les tiennent cependant en respect jusqu'à ce qu'Escoffier, prévenu, revienne au galop. Le chef Montagnard fait monter le sous-préfet blessé sur son cheval et l'accompagne lui-même jusqu'à une ferme voisine, d'où ce prisonnier encombrant pourra s'enfuir le lendemain.

L'organisation du nouveau pouvoir

Dans cette même journée du 5 décembre, l'insurrection a été pratiquement générale dans le département. À Sisteron, les républicains dirigés par un ouvrier mécanicien, Feveraux, sont descendus dans la rue et l'émeute a duré toute la journée.

Sur la rive gauche de la Durance, une colonne de deux cents hommes est partie le matin de Greoulx. À Valensole, elle a été rejointe par les hommes de Riez et, ensemble, ils ont marché sur Oraison, pour retrouver à Malijai Ailhaud, Escoffier, Buisson et les hommes venus de Manosque et Forcalquier. Dans chaque village le tocsin sonne, à chaque croisée de chemin, à chaque ferme, de nouveaux combattants viennent grossir la colonne qui marche en bon ordre, « au son du tambour, drapeau rouge en tête ». Parfois, c'est un village entier qui prend les armes. À Sainte-Croix, le curé, l'abbé Chassan est à la tête des insurgés. Il fait presque nuit lorsque les deux colonnes font leur jonction à Malijai. Durant la nuit, à Sisteron, les rouges s'emparent de l'Hôtel-de-ville et de la sous-préfecture et installent un « conseil révolutionnaire » présidé par Feveraux, tandis que le sous-préfet et ses soldats se réfugient dans la citadelle. Les insurgés peuvent alors rejoindre le gros de l'armée révolutionnaire à Malijai où ils arrivent le 6 au matin.

Durant ces deux jours, le Parti de l'Ordre n'a donc rien fait, si ce n'est trembler. À Digne, le Préfet qui avait fait arrêter Ch. Coste et cinq ou six « meneurs », les a relâchés devant les manifestations de rue. Il dispose cependant d'un bataillon de ligne, et d'un autre disséminé dans les forts de Seyne et d'Entrevaux, sans compter les gendarmes. Pas un instant, pourtant, le Préfet ne songe à résister, et tandis que les républicains se concentrent à Malijai, le Préfet et le procureur de la République Prestat, s'enfuient dans la nuit pour se réfugier à Gap, laissant Digne à la garde du major Chevallier et de ses quatre cents soldats qui se réfugient dans la citadelle qui domine la ville.

Le 6, les Montagnards s'ébranlent de Malijai au petit matin et ils feront leur entrée dans Digne sans rencontrer le moi-

dre obstacle. Ce qui frappe les observateurs, c'est le bon ordre et la discipline des insurgés. Les hommes de chaque communauté forment une section, et l'ensemble des villages d'un canton constituait un bataillon avec ses chefs élus et son drapeau rouge. L'entrée à Digne se fait dans un enthousiasme extraordinaire. Persuadés que, comme eux, tous les paysans et ouvriers de France se sont soulevés pour faire triompher « La Belle », la « Sociale », les insurgés des Basses-Alpes défilent pendant plus de deux heures, hurlant *la Marseillaise* avant de prendre position sur le champ de foire, dans l'attente de se voir assigner leurs logements. Il y a là environ sept mille hommes, des paysans pour la plupart, quelques centaines d'ouvriers de Manosque ou Sisteron, des bûcherons aussi. Presque tous sont habillés d'une blouse bleue, avec une ceinture rouge et un ruban rouge à la casquette. Leur armement est des plus disparate : quelques carabines, de vieux mousquets, beaucoup de fusils de chasse, certains n'ont qu'une fourche ou une hache.

Les hommes rejoignent ensuite en ordre les logements qui leur sont assignés et la distribution des vivres se fait sans le moindre incident.

Les Montagnards sont maîtres du département. Encore fallait-il en finir avec le bataillon enfermé dans la citadelle, puis créer une organisation révolutionnaire du pays conquis. C'est ce à quoi les chefs élus des Montagnards emploient les heures qui suivent. Il y a là Ailhaud de Volx, le plus populaire, Buisson, le maire de Manosque, Ch. Coste de Digne, P.E. Ailhaud, l'huissier de Valensole, Barneaud qui représente Sisteron, Jourdan de Greoulx, Escoffier de Forcalquier, Feveraux, ouvrier mécanicien à Sisteron, Baume, ouvrier typographe de Forcalquier, qui se réunissent à la sous-préfecture. La nuit n'est pas encore tombée qu'ils obtiennent du major Chevallier une capitulation fort avantageuse : les quarante gendarmes sont désarmés, les soldats, eux, conservent leurs armes mais s'engagent à vingt jours de neutralité. Mieux encore, le major Chevallier remettra aux insurgés toutes les munitions qu'il détient ainsi que les fonds, 15 000 francs, que le Trésorier payeur lui a confiés avant de s'enfuir avec le Préfet. Le 6 au soir, la victoire est totale.

Les chefs Montagnards s'interrogent, ils n'ont aucune nouvelle de ce qui se passe dans le reste du pays. À peine quelques rumeurs leur ont-elles indiqué que les départements voisins, le Var d'une part, le Vaucluse d'autre part, sont également soulevés et que les leurs marchent sur Draguignan à l'Est, sur Avignon à l'Ouest. Ailhaud et ses amis sont donc persuadés que la France entière est en insurrection, que partout, à Paris, à Marseille, à Lyon, « les socialistes » ont pris les armes, non seulement pour défendre la République, contre le coup d'État de Louis-Napoléon, mais pour réaliser ce qui avait été manqué en 48, la « Sociale ». D'un jour à l'autre, pensent-ils, ils recevront des instructions d'un Comité National Révolutionnaire et ce qu'il est urgent de faire, en attendant, c'est d'organiser le département sur des bases révolutionnaires, de tenir une force armée à la disposition éventuelle de ce Comité National, de récolter des fonds. Les deux jours qui suivent vont être consacrés à cette tâche. Une proclamation rédigée durant la nuit, est placardée le 7 au matin dans tout le département :

« Le Pacte fondamental vient d'être brutalement déchiré par celui qui avait juré de le respecter.

Citoyens, quand le Peuple se lève, ce

n'est pas la jacquerie qui s'organise, c'est l'Ordre et la Liberté qui reparaissent, quand le Peuple se lève.

Quant à vous, citoyens des Basses-Alpes, qui tous avez abandonné vos foyers sans un regret, sans une tentation, au seul nom de devoir et liberté, vous avez bien mérité de la Patrie. »

Après la déclaration destinée à maintenir l'enthousiasme, le Conseil Révolutionnaire Départemental prend un certain nombre de mesures pratiques.

— Toutes les Caisses publiques (recette générale, contributions indirectes, domaines, enregistrement) seront saisies, transportées à la Préfecture et mises à la disposition du Comité.

— Une solde de 2,50 francs par jour sera versée aux hommes qui ont pris les armes, à charge pour eux d'assurer leur subsistance, et celle de leurs.

— Toutes les municipalités du département sont révoquées et remplacées, dans chaque commune, par un Comité de Résistance de trois membres. Dans chaque canton, un Comité de canton et, sur le plan départemental, un Comité Révolutionnaire Central remplaçant le Préfet. À chaque échelon, les Comités sont spécialement chargés :

- de veiller à l'ordre, d'arrêter et de juger tout individu ayant commis un crime, meurtre, vol ou pillage ;

- de réunir et distribuer les subsistances ;

- de louer et équiper tous les jeunes gens valides qui n'ont pas encore pris les armes.

Enfin, tous les Juges de Paix sont révoqués, leurs remplaçants seront élus au suffrage universel. Tous les gendarmes devront être désarmés.

Un autre décret du Comité Révolutionnaire décide l'abolition de l'impôt sur la boisson, particulièrement détesté. Afin de matérialiser cette décision, on fait sur la Grand'Place de Digne un magnifique autodafé des registres des Indirectes, accompagné d'une gigantesque farandole populaire autour de ce feu de joie.

Au demeurant, l'ordre règne dans tout le département et les Comités Révolutionnaires empêchent que la moindre exaction soit commise.

Ainsi, le 8 décembre au soir, les Montagnards montés de tout le département (Castellane et Barcelonnette ont été pris le 7) s'y sont solidement organisés et attendent des instructions de Marseille ou de Paris. C'est alors que l'on apprend qu'une colonne militaire remonte la Durance et marche sur Digne, un régiment entier semble-t-il. En effet, contrairement à ce que croyaient les Montagnards bas-alpins, Marseille avait peu bougé, l'insurrection du Vaucluse avait été matée, quant à celle du Var, elle ne devait pas tarder à succomber. Le général Hecquet, commandant la Région militaire de Marseille a donc été chargé de mater les Basses-Alpes qui constituent alors le principal foyer insurrectionnel du pays. Le département « rouge » devait être attaqué de tous côtés à la fois : le colonel de Sercey et son régiment, après avoir maté les Varois, devait franchir le Verdon et attaquer par Valensole ; le colonel Vinoy à la tête du 36^e léger, attaquerait par l'Ouest, venant d'Avignon. Enfin, le colonel Parson, à la tête du 14^e léger, augmenté d'un escadron de cavalerie et de gendarmerie, attaquerait par le Sud.

Victoire du défilé des Mées

Persuadé que « ces gueux » ne tiendraient pas une seconde devant la ligne, et



En 1852, le plébiscite apportera un soutien « populaire » très discuté. Ce dessin de Daumier montre deux paysans questionnant leur maire :
 « Monsieur le maire, qu'est-ce que c'est qu'un plébiscite ? » —
 « Mon ami, c'est un mot latin qui veut dire : oui... »

une poignée de fidèles, tiendra jusqu'au début du mois de janvier 1852 la Montagne de Lure, ne sera plus qu'un geste symbolique, une page haute de panache écrite pour l'épopée de l'histoire révolutionnaire.

L'insurrection est terminée, la répression peut s'abattre, terrible. Des milliers de paysans et d'artisans ruraux seront déportés à Cayenne et en Algérie. Le Coup d'État du 2 décembre est définitivement réussi, le tissu socialiste de la France rurale est en grande partie détruit pour des dizaines d'années. Les prochaines batailles seront strictement urbaines.

Luc WILLETTE

Luc Willette vient de publier aux éditions Aubier *Le Coup d'État du 2 décembre 1851*.

Voir dans l'annonce « la librairie de Gavroche » comment vous procurer cet ouvrage.

Pour en savoir plus

Ph. Vigier : *La II^e République dans la région alpine.*

H. Guillemin : *Le coup du 2 décembre.*

Agullon : *La République au village* et un roman de **Luc Willette**, *La montagne fleurira* (Denoël).

(Sur la Drôme, voir le n° 7 du *Peuple Français*, nouvelle série.)

Nous avons publié sur...
**LE SECOND EMPIRE
 ET LA COMMUNE**

- ♂ Eugène Pottier. Le Peuple français n° 1.
- *Mouvement populaires en Isère.* Le Peuple français n° 2.
- *L'œuvre sociale de la commune.* Le Peuple français n° 3.
- *Louise Michel.* Le Peuple français n° 4.
- *La ligue du Midi — 1870.* Le Peuple français n° 5.
- *L'affaire des chaumières — 1854.* Le Peuple français n° 10.
- *Les barricades de la Commune.* Gavroche n° 3.
- *Les agrandissements de Paris.* Gavroche n° 4/5.

fort soucieux de ne pas partager sa « victoire » avec d'autres, le colonel Parson décide d'attaquer les insurgés sans attendre ses collègues. Parti le 7 des Bouches-du-Rhône, il pénètre dans les Basses-Alpes le 8 décembre et remonte la durance à marche forcée.

À Digne, le Comité Central, toujours sans nouvelles du reste de la France, décide de ne pas attendre la troupe et d'allier l'affronter sur un terrain favorable : au défilé de Mées. La moitié de l'armée montagnarde resterait à Digne, l'autre moitié, sous les ordres d'Ailhaud part dans la nuit du 8 au 9 pour les Mées. La marche est atrocement pénible dans une nuit glaciale au milieu d'une tempête de neige et quelques centaines d'hommes, épuisés, s'arrêtent en cours de route ou abandonnent la colonne. À 3 heures du matin, Ailhaud et trois mille hommes environ parviennent aux Mées. Le petit village est bâti à l'entrée d'un défilé que l'on doit absolument emprunter pour parvenir à Digne. D'un côté la Durance, de l'autre les « Cheminées des Fées », curieux rochers abrupts qui ressemblent à de grandes orgues. Ailhaud divise sa troupe en deux : une partie se fortifiant dans le village, l'autre, sous les ordres de Feveraux, se mettant en embuscade dans les rochers.

Et l'attente commence dans le froid et la neige.

Les soldats se présentent devant le village dès le petit matin. Parson, persuadé que « les rouges » détaleraient au premier coup de feu, marche hardiment sur les Mées, sans rompre les rangs mais, à sa grande surprise, il est accueilli par un feu nourri, et les lignards doivent se replier en emportant leurs blessés. Une nouvelle attaque mieux préparée n'a pas plus de succès et les officiers, comprenant qu'ils ne parviendront pas à prendre le village de front sans de grosses pertes, décident de le contourner. Une compagnie est donc chargée de remonter par l'Est et, se faufilant dans les rochers, de prendre le village à revers. C'est ce qu'Ailhaud avait prévu : les soldats tombent dans l'embuscade tendue par Feveraux. De nombreux prisonniers, dont des officiers, tombent aux mains des révolutionnaires.

La victoire est totale. Cependant, le Comité Insurrectionnel apprenant le triomphe de Louis-Napoléon dans toute la France, découvrant que les Basses-Alpes sont les seules à résister encore, décide la mort dans l'âme de mettre fin au mouvement et d'ordonner la dispersion. Le geste d'Ailhaud qui, avec

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à *Gavroche* à compter du numéro 1 (rayer la mention inutile)
 à compter du numéro 9

Un an (6 numéros) 90 F - Soutien : 100 F - Étranger : 110 F

Nom Prénom

Profession

Adresse

Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à : Éditions Floréal, B.P. 372 — 27008 Évreux Cedex.